

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 85

[C - 2002/31570]

10 OCTOBRE 2002. – Arrêté n° 2001/101 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, spécialement les articles 144 et 145;

Vu la directive 96/34/CE du Conseil, du 3 juin 1996, concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES;

Vu le protocole d'accord n° 2002/8 du comité de secteur XV du 02 mai 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 07 février 2002;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 17 juin 2002;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 07 février 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n°33.722/2/V du Conseil d'Etat donné le 20 août 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le Collège a fixé les conditions d'obtention des congés de courte durée;

Considérant qu'il convient donc de modifier les articles 144 et 145 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération;

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 144 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 144. Aux conditions fixées par le Collège, le fonctionnaire, en activité de service, peut s'absenter pour les motifs suivants :

1° congés annuels de vacances et jours fériés;

2° congés exceptionnels et congés exceptionnels pour cas de force majeure;

3° congés pour raisons familiales : congés de circonstance, congé pour des motifs impérieux d'ordre familial, congé parental, congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse;

4° congés de maternité ou de paternité;

5° congés pour raisons médicales ou humanitaires;

6° congés de convenances personnelles;

7° congés pour lui permettre d'accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement, de l'enseignement universitaire, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné;

8° congés pour maladie ou infirmité;

9° congés pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité;

10° congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales;

11° absences pour convenance personnelle;

12° disponibilité pour convenance personnelle;

13° absences de longue durée justifiées par des raisons familiales;

14° interruption de la carrière professionnelle;

15° congé pour mission internationale;

16° congé pour mission;

17° congés pour être mis à la disposition du Roi;

18° congé pour raisons politiques et pour exercer un mandat politique : congés pour présenter sa candidature aux élections, congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu et congé pour exercer une fonction dans le cabinet ministériel, visés au chapitres II et III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mai 2002 instituant le congé pour raisons politiques ou pour l'exercice d'un mandat politique pour les membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

19° congé en vue de l'accomplissement, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution des lois sur le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;

Art. 3. L'article 145 de l'arrêté précité est remplacé par la disposition suivante :

« Art.145 . Il est fait application de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux congés de courte durée applicables aux agents des services du Collège de la Commission communautaire française pour les congés visés à l'article 144, 1° à 5°.

Tant que le Collège n'a pas fixé les conditions d'obtention des congés visés à l'article 144, il est fait application, mutatis mutandis, des arrêtés royaux suivants et de leurs arrêtés modificatifs jusqu'à l'entrée en vigueur des statuts de la Commission communautaire française :

1) arrêté royal du 1^{er} juin 1964, relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, pour les congés visés à l'article 144, 6° à 11° et 18°;

2) arrêté royal du 13 novembre 1967, relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, pour le congé visé à l'article 144, 12°;

3) arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, pour le congé visé à l'article 144, 13°;

4) arrêté royal du 3 juillet 1985, relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères, pour le congé visé à l'article 144, 14°(1);

5) arrêté royal n° 33 du 20 juillet 1967 fixant le statut de certains agents des services publics chargés d'une mission internationale, pour le congé visé à l'article 144, 15°;

6) arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission, pour le congé visé à l'article 144, 16°;

7) arrêté royal du 21 novembre 1980, relatif au congé accordé à certains agents des services de l'Etat mis à la disposition du Roi, pour le congé visé à l'article 144, 17°;

8) arrêté royal du 2 avril 1975, relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour le congé visé à l'article 144, 19°;

9) arrêté royal du 1^{er} juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution de la loi du 3 juin 1964 portant sur le statut des objecteurs de conscience, pour le congé visé à l'article 144, 22°;

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2002.

Art. 5. Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 octobre 2002.

Par le Collège :

F.-X. de DONNEA,
Membre du Collège chargé de la Fonction publique.

E. TOMAS,
Président du Collège.

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du budget.

—
Note

(1) Cf. Arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 12 septembre 1996 relatifs à l'interruption de carrière dans les organismes d'intérêt public dépendant de la Commission communautaire française.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 85

[C — 2002/31570]

10 OKTOBER 2002. — Besluit nr. 2001/101 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzonder wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikelen 144 en 145;

Gelet op richtlijn 96/34/EG van de Raad, van 3 juni 1996, betreffende de raamovereenkomst inzake het ouderschapsverlof tussen de UNICE, het CEEP en het CES;

Gelet op het protocolakkoord nr. 2002/8 van het Comité van de Sector XV van 2 mei 2002;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de begroting, gegeven op 7 februari 2002;

Gelet op het akkoord van de Federale Minister van Pensioenen, gegeven op 17 juni 2002;

Gelet op de beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 over het verzoek aan de Raad van State om binnen een termijn van ten hoogste een maand van advies te dienen;

Gelet op het advies nr. 33.722/2/V van de Raad van State, gegeven op 20 augustus 2002, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het College de voorwaarden voor het verkrijgen van verloven van korte duur heeft vastgelegd;

Overwegende dat de artikelen 144 en 145 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie derhalve moeten worden gewijzigd;

Op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken;

Na beraad;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 144 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 144. Onder de door het College bepaalde voorwaarden, kan de ambtenaar in actieve dienst om de volgende redenen afwezig zijn :

1° jaarlijks vakantieverlof en feestdagen;

2° uitzonderlijk verlof en uitzonderlijk verlof wegens overmacht;

3° verlof om familiale redenen : omstandigheidsverlof, verlof om dwingende redenen van familiaal belang, ouderschapsverlof, opvangverlof met het oog op de adoptie of de pleegvoogdij;

4° bevallingsverlof en vaderschapsverlof;

5° verlof wegens ziekte of humanitaire redenen;

6° verlof wegens persoonlijke aangelegenheden;

7° verlof voor een stage of een proefperiode in een andere betrekking van een overheidsdienst, van het onderwijs, van het universitair onderwijs, van een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch pedagogisch instituut;

8° verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

9° verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of invaliditeit;

10° verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen;

11° afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid;

12° disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheid;

13° afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen;

14° onderbreking van de beroepsloopbaan;

15° verlof voor een internationale opdracht;

16° verlof voor opdracht;

17° verlof om ter beschikking van de Koning te worden gesteld;

18° verlof om politieke redenen en voor het uitoefenen van een politiek mandaat; verlof om zich kandidaat te stellen voor de verkiezingen, verlof voor werkzaamheden ten behoeven van een erkende politieke groep en verlof voor het uitoefenen van een ambt bij een ministerieel kabinet, bedoeld in hoofdstuk II en III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 mei 2002 tot instelling van het verlof op politieke gronden of voor de uitoefening van een politiek mandaat voor de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

19° verlof voor het verrichten van militaire prestaties in vredestijd en van diensten in uitvoering van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980; »

Art. 3. Artikel 145 van voornoemd besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 145 Het besluit van het College van de Franse gemeenschapscommissie betreffende de verlopen van korte duur toegestaan aan de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt toegepast voor de verlopen bedoeld in artikel 144, 1° tot 5°.

Zolang het College de voorwaarden voor het verkrijgen van de in artikel 144 bedoelde verlopen niet heeft bepaald, worden de hierna vermelde koninklijke besluiten en hun wijzigingsbesluiten mutatis mutandis toegepast tot het moment van de inwerkingtreding van de statuten van de Franse Gemeenschapscommissie :

1) koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verlopen toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, voor de verlopen bedoeld in artikel 144, 6° tot 11° en 18°;

2) koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaarheid van het rijkspersoneel, voor het verlof bedoeld in artikel 144, 12°;

3) koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, voor het verlof bedoeld in artikel 144, 13°;

4) koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, voor het verlof bedoeld in artikel 144, 14°(1);

5) koninklijk besluit nr. 33 van 20 juli 1967 tot vaststelling van het statuut van sommige ambtenaren van openbare diensten die met een internationale opdracht worden belast, voor het verlof bedoeld in artikel 44, 15°.

6) koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, voor het verlof bedoeld in artikel 144, 16°;

7) koninklijk besluit van 21 november 1980 betreffende het verlof toegekend aan bepaalde rijksambtenaren die ter beschikking van de Koning worden gesteld, voor het verlof bedoeld in artikel 144, 17°;

8) koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van de in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen, voor het verlof bedoeld in artikel 144, 19°;

9) koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die in vredestijd militaire prestaties verrichten of diensten volbrengen ter uitvoering van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, voor het verlof bedoeld in artikel 144, 22°; »

Art. 4. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 5. Het Collegelid bevoegd voor Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel 10 oktober 2002.

Door het College :

F.-X. de DONNEA
Collegelid belast met Ambtenarenzaken.

E. TOMAS,
Voorzitter van het College.

A. Hutchinson,
Collegelid belast met de begroting.

—
Nota

(1) Cf. Besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 september 1996 betreffende de loopbaanonderbreking in de instellingen van openbaar nut afhankelijk van de Franse Gemeenschapscommissie.